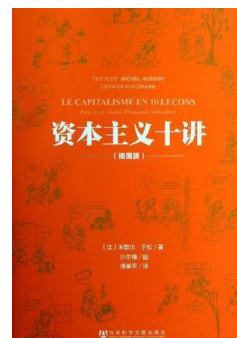


La Chine vue d'Europe

Michel Husson

préface à l'édition chinoise de *Le capitalisme en 10 leçons*, 2013

Etre traduit en chinois est, pour un auteur européen, un grand honneur, et j'en remercie les éditions *Social Sciences Academic Press*¹. Mais c'est aussi une responsabilité et l'occasion de se demander ce qu'il peut apporter à un public chinois. Il me semble que, de ce point de vue, l'intérêt d'une telle publication est de permettre une confrontation des points de vue sur l'histoire et la dynamique de l'économie mondiale. Certes, ce livre est principalement centré sur les « vieux pays capitalistes » (Europe, Etats-Unis, Japon) mais il intègre l'un des phénomènes majeurs de ce début de siècle : le « grand basculement du monde ». Sans doute n'intègre-t-il pas assez ce changement de perspective, dont la théorie reste encore à faire.



Mais cette thématique est présente au fil de ces « leçons » qui regroupent divers travaux antérieurs et qui combinent des approches thématiques différentes, certaines plus théoriques et d'autres plus analytiques. Elle est directement abordée dans la leçon n°7 (« Où mène la mondialisation ? »). On la retrouve aussi dans la première leçon (« De quoi le capitalisme est-il le nom ? ») qui aborde la question de savoir pourquoi le capitalisme est né en Angleterre et non en Chine. Et elle parcourt en filigrane la leçon n°6 (« Le capitalisme peut-il se mettre au vert ? ») tout simplement parce que la lutte contre le réchauffement climatique est par définition planétaire, et que la Chine, en tant que grande puissance économique, y jouera forcément un rôle primordial. Enfin, l'analyse de la crise actuelle montre la nécessité de définir une configuration plus stable de l'économie mondiale où, là encore, la Chine occupe une place centrale.

Peut-être est-il utile de revenir sur quelques propositions essentielles du livre. La thèse centrale est que le dynamisme du capitalisme tend à s'épuiser et qu'il devient de plus en plus incapable de répondre aux besoins humains : besoins sociaux et besoins écologiques. Dans le cas de l'Europe, on pourrait parler de « régulation chaotique ». Cette notion est évidemment contradictoire dans les termes, mais elle cherche à souligner la nécessité de combiner deux constats. D'un côté, il existe un écart croissant entre les besoins sociaux et le mode capitaliste de satisfaction de ces besoins : les seuls besoins reconnus comme légitimes par la logique capitaliste sont ceux qui peuvent être satisfaits par une offre de marchandises rentables. C'est ce qui explique, par exemple, la tendance générale à la privatisation et à la réduction des dépenses publiques en Europe, et il est frappant de voir que la crise devient une opportunité pour accélérer cette tendance.

Mais, d'un autre côté, le capitalisme ne tombera pas comme un fruit mûr et il cherche à tout prix à se perpétuer. Le livre reprend une périodisation classique qui distingue la phase du capitalisme régulé, de 1950 à 1980, et la phase du capitalisme néolibéral qui se met en place ensuite. La leçon de la crise actuelle est au fond que le mode de fonctionnement du capitalisme néolibéral n'est plus viable, mais qu'un retour au capitalisme régulé est hors de portée, notamment en raison de l'état des rapports de force sociaux. On aurait pu penser que la crise aurait conduit à un tel retour à plus de régulation, mais force est de constater que c'est le contraire qui se passe, et que tout est fait pour revenir au *business as usual*, ce qui ne peut se faire qu'au prix d'une régression sociale.

Ce livre est en grande partie d'inspiration marxiste, mais il s'agit, du moins je l'espère, d'un marxisme vivant, débarrassé de tout mécanisme. C'est pourquoi il me semble impossible de discerner aucune tendance qui conduirait à un effondrement final du capitalisme, et par suite à son dépassement spontané et automatique, en dépit de ses graves dysfonctionnements. L'alternative formulée par Rosa Luxemburg (« Socialisme ou barbarie ») est malheureusement d'actualité et mon

¹ Mes remerciements vont en particulier à mon traducteur, Pan geping. Ses questions stimulantes posées à l'occasion d'un interview pour *cankaoxiaoxi* ont servi de guide à cette préface.

livre se termine d'ailleurs sur une note pessimiste. Ce pessimisme se nourrit aussi des menaces du changement climatique, que j'ai mis beaucoup de temps à prendre en compte dans mes analyses. Mais pour reprendre une autre formule célèbre, il faut, comme le disait Gramsci, allier « le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté », ce qui suppose d'imaginer des perspectives d'alternative.

La principale me semble être la suivante : opposer à la logique de la marchandise celle des biens communs. Je prends l'exemple des médicaments contre le Sida. Dans la logique marchande, l'objectif est de rentabiliser les investissements des laboratoires pharmaceutiques. Mais si l'on considère que la santé est un bien commun, on cherchera alors à maximiser le nombre de patients soignés et non le profit associé à ces médicaments. Historiquement, je soutiens que le progrès social est toujours passé par la socialisation et donc par une « démarchandisation » pour reprendre le terme de Karl Polanyi. Pour prendre un autre exemple, les systèmes publics de retraite ou de santé contribuent à réduire les inégalités, tandis que les assurances privées et les fonds de pension tendent à les creuser. Il y a de ce point de vue une opposition radicale entre deux principes d'efficacité. L'alternative, en un mot, serait un « écosocialisme » dont le principe d'efficacité repose, comme j'essaie de le montrer dans le livre, sur la démocratie sociale : les priorités de la société doivent être établies par la délibération démocratique, et non par les choix d'investissement des propriétaires privés des moyens de production.

Dans ce contexte, le « grand basculement du monde » pourrait conduire à terme à une restructuration de l'économie mondiale plus rationnelle. La leçon qui lui est consacrée porte une attention particulière à l'axe Chine/États-Unis et à cette « nouvelle cartographie du monde ». Même si le phénomène des pays dits « émergents » est plus large que l'essor de la Chine, elle y tient une place absolument centrale. D'ailleurs, ce mouvement boucle la boucle puisque la Chine a à peu près retrouvé aujourd'hui le poids dans l'économie mondiale qui était le sien à la naissance du capitalisme, au début du XIX^{ème} siècle.

Les succès de la Chine reposent d'abord sur une politique industrielle et commerciale maîtrisée sous l'égide de l'État, bien loin des préceptes néolibéraux. Elle a permis à la Chine d'améliorer sa spécialisation. Dans un précédent ouvrage (*Un pur capitalisme*), je citais Dani Rodrik, économiste à Harvard, qui montrait que le degré de spécialisation de la Chine est aujourd'hui comparable à celui de pays au revenu par tête trois fois plus élevé. C'est ce que j'appelle l'« effet boomerang » de la mondialisation qui vaut aussi pour d'autres pays émergents. Mais il faut souligner que ces impressionnants succès reposent aussi sur une configuration particulière de l'axe Chine/USA. Pris comme un tout, ces deux pays ont fonctionné de manière complémentaire : en schématisant, les excédents chinois ont financé les déficits américains. De plus, les deux économies sont imbriquées, dans la mesure où une partie des exportations chinoises est réalisée par des *joint ventures* avec des firmes américaines.

S'il faut insister sur ces deux facteurs de succès de la Chine, c'est aussi parce qu'ils ne sont probablement pas susceptibles d'être prolongés indéfiniment. Le ralentissement de la croissance aux États-Unis, et surtout en Europe, a déjà eu pour effet de réduire le surplus commercial de la Chine et la priorité aux exportations par rapport au marché intérieur conduit à des distorsions dans la dynamique de l'économie chinoise.

Plusieurs économistes, en Europe, soulignent aussi le risque de suraccumulation en Chine et de maintien des inégalités sociales. Ajoutons deux éléments de risque : le risque démographique, avec le vieillissement de la population et la question des retraites, et le risque énergétique qui porte à la fois sur l'approvisionnement et sur le changement climatique.

Tout cela est évidemment bien connu en Chine, et il serait présomptueux de ma part de faire des recommandations. Je m'en tiendrai plutôt à un pronostic : la pérennité de la réussite chinoise passe par à une réorientation de l'économie vers un marché intérieur alimenté par une politique de revenus visant à réduire les inégalités. Les salaires progressent rapidement en Chine, à tel point que des études (par exemple celle du Boston Consulting Group²) prévoient un mouvement de relocalisation de certaines activités aux Etats-Unis. Ce serait un facteur important de résorption des déséquilibres mondiaux, qui pourrait s'accompagner aussi d'un recentrage sur la zone asiatique. Enfin, la Chine a une responsabilité majeure dans la transition énergétique, et les orientations du 12ème plan montrent que cette option est prise en compte : la question-clé est sans doute celle de la substitution d'autres sources d'énergie au charbon, et le développement du photovoltaïque ou de l'éolien est de ce point de vue un signe positif.

Vue d'Europe, la Chine apparaît comme une combinaison très spécifique, d'un point de vue historique, de recours au marché et à la planification, ou encore de capitalisme et de socialisme. Comme je le signalais plus haut, je me garde d'un déterminisme trop mécanique et je m'en tiendrai plutôt à cette hypothèse : par nature, une telle combinaison n'est pas durable et elle doit pencher d'un côté ou de l'autre. Tel est le débat central. L'année dernière un groupe d'économistes de la Banque mondiale et du Centre de recherche sur le développement du Conseil d'Etat chinois (*Development Research Center of China's State Council*) ont produit un rapport conjoint³ qui avançait six orientations stratégiques : la première propose d'« achever la transition vers une économie de marché », et une autre d'« élargir à toutes les personnes l'accès à l'emploi et aux services tels que la santé, l'éducation ». C'est de l'articulation concrète entre ces deux orientations que dépend la trajectoire de la Chine vers une forme moderne de socialisme où la prise en compte des besoins humains (sociaux et écologiques) doit occuper une place stratégique centrale.

² *Made in America, Again. Why Manufacturing Will Return to the U.S.*, The Boston Consulting Group, 2012, <http://pinguet.free.fr/bcgagain.pdf>

³ *China 2030: Building a Modern, Harmonious, and Creative High-Income Society*, <http://tinyurl.com/china30>